

## Le Forum Social Mondial de Nairobi

20 - 25 janvier 2007

■ Ghislain TSHIKENDWA Matadi s.j.

Du 20 au 25 janvier 2007, s'est tenu à Nairobi, au Kenya, le 7<sup>ème</sup> Forum Social Mondial (FSM). C'était la toute première fois qu'un tel FSM se tenait en terre africaine. Considérée comme un continent marginalisé et pauvre, où les effets néfastes du capitalisme néolibéral se font le plus sentir, l'Afrique est ainsi devenue le lieu de rassemblement des forces sociales mondiales qui luttent pour l'avènement d'un monde plus juste.

J'ai pris part à ce grand mouvement de protestations et aux manifestations qui y ont été organisées contre toute forme d'exploitation de l'homme, créé à l'image et à la ressemblance de Dieu. C'est sans complexe que je me suis joint à d'autres hommes et femmes représentant les formes diverses et variées d'engagement social, pour dire non à la mondialisation néolibérale, celle qui préfère le profit individuel à la solidarité entre les hommes, la richesse d'une minorité au bien-être de la majorité des êtres humains.

Au cours de ces journées pendant lesquelles le rêve de construire une société plus humaine est solidairement partagé, je me suis efforcé de regarder et d'observer les faits et gestes des participants, quels qu'ils soient, en vue de sentir les choses de l'intérieur et de pouvoir en rendre compte aux lecteurs et lectrices de *Congo-Afrique*.

■ Editeur-Rédacteur en chef et membre du CEPAS

C'est depuis janvier 2001 à Porto Alegre, au Brésil, un pays du Sud que le premier FSM a eu lieu, à la même date où le G8 (Organisation des pays les plus riches du monde) se réunissait en *Forum Economique Mondial* à Davos, en Suisse, un pays du Nord. Depuis ce premier grand rassemblement des « altermondialistes », comme on les appelle, le FSM s'est défini comme étant « un espace de rencontre ouvert, visant à approfondir la réflexion, le débat démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le Capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain ».

C'est vrai : le FSM a été pour moi un espace de rencontres, d'échanges de réflexion et d'actions. J'y ai rencontré des personnes provenant de tous les continents et de différentes catégories sociales, toutes soucieuses de partager, dans la simplicité et avec courage, leurs expériences de vie et d'actions pour l'avènement d'un monde où l'homme sera finalement l'acteur et le bénéficiaire de tout effort de développement.

Depuis l'expérience réussie de Porto Alegre, les participants au FSM partagent, avec enthousiasme, une conviction commune : *un autre monde est possible*. Il ne fait pas de doute qu'un autre monde est possible et qu'une autre Afrique est aussi possible. Mais, pour qu'un tel monde ou une telle Afrique advienne, il faut travailler dans la solidarité et en réseaux, avec lucidité et courage, pour résister aux forces hostiles à la solidarité mondiale de plus en plus nombreuses et mieux organisées, qui privilégient l'*avoir* par rapport à l'*être*. C'est grâce à la solidarité entre les peuples, à la pression sociale et à la détermination des peuples qui souffrent injustement et qui ne gagnent rien à laisser perdurer les injustices sociales, que la mondialisation inhumaine cédera la place à une mondialisation humaine et sociale.

Au-delà des réjouissances quelque peu folkloriques qui, malheureusement, retiennent le plus l'attention des observateurs, le FSM s'est avéré pour moi « un espace de débats et un mouvement d'idées qui stimule la réflexion, la diffusion transparente des fruits de cette réflexion, sur les mécanismes et instruments de la domination du capital, sur les moyens et actions de résistance et la façon de dépasser cette domination, sur les alternatives proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité sociale ».

C'est ici qu'il convient de mentionner la contribution des jésuites et de leurs collaborateurs au FSM de Nairobi. Regroupés sous le nom de « Famille Ignacienne », cent cinquante jésuites et collaborateurs engagés principalement dans le domaine social et provenant des cinq continents, se sont réunis, du 17 au 19 janvier en pré-forum, pour partager leurs expériences de lutte avec et en faveur des pauvres.

Pendant ces 3 jours de réflexions et d'échanges, les membres de la Famille Ignacienne se sont répartis en cinq ateliers et ont abordé les thèmes suivants : (1) *La liberté des mouvements*, atelier organisé par Le Service Jésuite des Réfugiés, JRS ; (2) *Le VIH/SIDA*, organisé par le Réseau Jésuite Africain

1. Les
- l'Ecc
2. Les
- chie
- suivi
3. Les
- sioni
- résu
4. La n
- cle.
5. Les
- Prér
- l'éd
- et d
- Exer
- Prér
- met
- (ent
- Exer

contre le Sida, AJAN ; (3) *Conflits, guerre et paix*, organisé par l'Institut Hekima pour la paix et les relations internationales ; (4) *La dette, le commerce et le gouvernement*, organisé par le Réseau International Jésuite pour le Développement, IJND et (5) *La gestion et la diminution des ressources naturelles*, organisé conjointement par le Centre d'Etudes et de Formation pour le Développement, CEFOD et le Centre d'Etudes pour l'Action Sociale, CEPAS.

Ces cinq thèmes de réflexion représentent, pour qui sait voir, les grands problèmes auxquels le continent africain, dans son ensemble, fait face et continuera de faire face durant les années à venir. En écoutant les différents intervenants exposer le fruit de leur expérience ; en faisant mien le principe que posait Joseph Ki-Zerbo d'heureuse mémoire, en ce qui concerne le mouvement altermondialiste, à savoir : « Penser globalement et agir localement », j'ai spontanément pensé à la RDC, mon pays, qui s'engage dans un tournant décisif de son histoire.

Réfléchissant, tout au long du pré-forum et du FSM proprement dit, sur les importantes mutations intervenues dans ce pays, je suis arrivé à la conclusion que le risque de le voir sombrer dans le sous-développement est grand si les forces sociales du pays, celles qui désirent réellement le développement des populations congolaises en détresse, ne prennent pas leurs responsabilités de lutte et d'éveil des consciences.

Le peuple congolais s'est réjoui, dans sa majorité, de la tenue des élections qui ont conduit à l'élection par le peuple du premier Président de la République et à celle des Députés nationaux et provinciaux. La communauté internationale qui a soutenu le processus électoral a salué la détermination et la sagesse dont le peuple a fait montre tout au long du processus électoral. Celui-ci a culminé avec l'installation du Bureau définitif de l'Assemblée nationale et de la nomination du Premier ministre dont le gouvernement a été rendu public le 5 février 2007. Tout s'est donc bien déroulé, dans l'ensemble, et a fait penser à un changement réel de mentalité.

Mais la tournure qu'ont ensuite prise les événements, surtout à partir des élections sénatoriales et de celles des gouverneurs de province, continue de faire peser de sérieux doutes sur l'avènement d'un Etat construit sur des valeurs positives solides. On dénonce la corruption qui a caractérisé ces élections et la légèreté avec laquelle les personnalités plébiscitées par le peuple ont géré cette étape importante de la vie de la Nation. Cela risque, si rien n'est fait, d'engager l'avenir de la 3<sup>ème</sup> République sur des bases fragiles.

Bâtir un Etat sur la corruption, le mensonge, le tribalisme, le fanatisme, c'est le bâtir sur du sable ! Je crois nécessaire de dénoncer les antivaleurs qui risquent, à mes yeux, de fragiliser notre jeune démocratie : *la corruption et l'impunité*.

Dans son discours d'investiture du 6 décembre 2006, le Président de la République a pourtant dénoncé la corruption, allant jusqu'à la qualifier de fléau : « Il y a un fléau qui est à la base du ralentissement total de notre développement. Je veux parler de la corruption ». Il nous a promis, à l'occasion, que la lutte contre la corruption serait un des secteurs prioritaires de son mandat,

compte tenu du fait que « la corruption qui est un profit illégal et individuel, porte atteinte à la crédibilité du Gouvernement et à la légitimité de la démocratie. Elle est aussi une autre forme de criminalité que je combattrai avec la dernière énergie ».

Mais, pour qu'un tel discours soit crédible, il faut que tout citoyen congolais qui se sera rendu coupable de corruption, soit puni de manière exemplaire. C'est cela que le Président de la République s'est engagé à appliquer : « Il en est de même de la lutte contre l'impunité et l'immoralité politique qui sont malheureusement enracinées dans le sol politique congolais ». C'est très bien dit. Mais, pour venir à bout des antivaleurs aussi **enracinées** comme sont la corruption et l'impunité, le discours ne suffit pas. Il faut passer aux actes, qui tardent à venir, hélas, et donner l'exemple à partir des instances dirigeantes rongées elles-mêmes par ces fléaux.

Selon le rapport de l'année 2006 de l'ONG britannique *Transparency International*, appuyé par une enquête interne menée par la Commission de l'éthique et de la lutte contre la corruption, la RDC occupe la 6<sup>ème</sup> place (un record) parmi les pays les plus corrompus au monde et les instances les plus corrompues sont celles qui sont justement censées lutter contre la corruption : l'espace présidentiel, la magistrature, les régies financières (OFIDA, DGI, DGM), etc.

On peut, dans ces conditions, se poser la question suivante : Une autre Afrique est-elle possible ? Un autre Congo est-il possible ? Oui, mais à condition que les antivaleurs que sont **la corruption** et **l'impunité** non seulement nous indignent et nous scandalisent, mais aussi qu'elles soient énergiquement combattues à tous les niveaux. Le rôle du peuple congolais qui, parfois, étonne par son attentisme et son laxisme, est ici important. Il faut que grâce à une société civile différente de celle qui se sert des pauvres pour ses intérêts personnels, ce peuple dénonce, par des actions sociales d'envergure, ces antivaleurs qui tendent à devenir normales.

C'est à ce prix, à mon avis, que les chantiers énoncés par le Président de la République, et auxquels le programme du Gouvernement de coalition présenté au Parlement ce 22 février entend s'attaquer, pourraient être réalisés. Car, si la corruption et l'impunité persistent, le gouvernement ne saurait jamais réunir les 14,345 milliards \$ qu'exige son programme. Et dans ce cas, une autre Afrique et un autre Congo risquent de devenir de simples slogans.

C'est dans le but d'éviter un tel risque que les FSM s'attèlent au travail de conscientisation qui a déjà remporté de grandes victoires, notamment la décolonisation et la démocratisation, laborieusement en cours. Puisse chacun participer à l'éveil des consciences pour la reconstruction d'un Congo nouveau !

Ghislain TSHIKENDWA Matadi

1. Les l'Eci
  2. Les chie suivi
  3. Les : sion résu
  4. La n cle.
  5. Les
- Prér  
l'éd  
et d  
Exe
- Prér  
met  
(ent  
Exe